

# LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 5 NOVEMBRE 2015

## SOMMAIRE

- 1) Encore un peu et la misère s'installe !
- 2) Incroyable mais vrai...
- 3) Plutôt Hitler que le...
- 4) PS battu par...
- 5) Il se croit encore le chef de l'Etat; même pas honte
- 6) Sa Révolution...

Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Portrait social de la France : le niveau de vie des Français a reculé, selon l'Insee



Le niveau de vie moyen des Français a diminué en raison des réformes fiscales, selon l'Insee Crédit Média : Bénédicte Tassart

**Contrairement à la teneur du discours officiel, une étude de l'Insee démontre que les réformes sociales et fiscales de 2014 ont globalement diminué le niveau de vie des ménages français.**

Les réformes fiscales et sociales visant à la réduction du déficit public prises par le gouvernement en 2014 ont eu des répercussions négatives sur le niveau de vie des Français, selon une étude de l'Insee qui publie ce mercredi 4 novembre son "portrait social de la France". En effet, les réformes des prestations et des prélèvements intervenus l'an dernier ont induit une perte de 220 euros sur un an pour le niveau de vie moyen des ménages français.

Certains perdent en revanche plus que d'autres. Pour faire un décompte précis, il faut donc regarder catégorie par catégorie. Les plus pauvres, eux, sont gagnants. Ceux dont le niveau de vie est inférieur à 9.000 euros par an ont bien vu leur porte-monnaie grossir de 50 euros parce que le RSA et le minimum vieillesse ont été revalorisés. En ce sens, c'est donc vrai, les inégalités reculent. Pour les ménages modestes, mais pas considérés comme pauvres, c'est la stabilité au niveau des prélèvements qui ne bougent donc pas.

### **500 euros de plus déboursés par les plus riches**

Néanmoins, les classes moyennes et les plus aisés subissent l'effet négatif de ces décisions fiscales. Les plus riches, ceux qui gagnent plus de 56.000 euros par an, ont déboursé 500 euros supplémentaires l'année dernière pour leurs impôts et leurs cotisations sociales. Parmi les réformes qui ont diminué le niveau de vie moyen des Français de 0,5%, on trouve notamment la réduction du plafond du quotient familial, quand on calcule vos impôts en fonction de la composition de votre famille, la suppression de l'avantage pour les retraités ayant élevé 3 enfants, la réforme de l'imposition des plus-values immobilières ou encore l'augmentation des cotisations vieillesse.

rtl.fr

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## **II) Manuel Valls assassine le PS avec préméditation**



Par Nathanaël Uhl

**En appelant à un "front républicain" face au Front national, le premier ministre entérine les défaites à venir du Parti socialiste pour préparer, sur ses ruines, son avènement en leader d'une "gauche" sans idéologie.**

Il faut reconnaître à Manuel Valls de la constance et le fait qu'il avance à visage découvert. Sa sortie, la semaine passée, sur la nécessité d'un "front républicain" face au Front national a, une nouvelle fois, créé l'émotion à gauche. En appelant à faire barrage aux listes parrainées par Marine Le Pen, le premier ministre a ouvertement découragé l'électorat socialiste qui se voit invité, en creux, à voter à droite sinon au premier tour tout au moins au second.

Dans le viseur de Valls, deux régions : Nord-Pas de Calais-Picardie et Provence-Alpes-Côte d'Azur, où le FN est donné en avance par les sondages. Cette sortie de l'ex-candidat à la primaire des socialistes vient de loin. Elle est à mettre en lien direct avec sa déclaration au conseil national du PS les 14 et 15 juin 2014. A cette occasion, il avait déclaré : « La gauche peut mourir ».

Dans nos colonnes, le député européen Guillaume Balas, un des leaders de l'aile gauche du PS, avait résumé : « Pour sauver la gauche, Manuel Valls propose sa disparition ». L'eurodéputé, considéré comme proche de Benoît Hamon, ne pensait probablement pas avoir touché aussi juste. Plus d'un an après, le locataire de Matignon invalide, ni plus ni moins, la participation de son propre parti au scrutin dans deux régions hautement symboliques. Le chef de file socialiste

dans le Nord-Pas de Calais-Picardie, Pierre de Saintignon, a taclé Valls à propos de déclarations « pas utiles (...) lorsque nous sommes engagés dans une campagne. Il s'agit de convaincre nos concitoyens de ce que nous leur proposons ».

### Objectif 2022

Se battre pour des propositions, c'est bien ce que fait Manuel Valls. Et son idée est assez claire. Actant que François Hollande a déjà perdu les présidentielles de 2017, ce qui constituerait la quatrième défaite électorale consécutive pour le PS, l'actuel premier ministre entend se poser en futur sauveur d'une gauche déboussolée et prête à s'offrir à celui qui lui permettrait de renouer avec la victoire... en 2022.

il prépare donc déjà l'avenir – le sien en tout cas. Il multiplie les petites phrases qui, mises bout à bout, dessinent un programme qui emprunte à la fois au discours de l'ordre, la "République musclée", et à l'approfondissement de la dérégulation en matière économique et sociale, au profit d'une "République contractuelle". Pour ce faire, il s'inspire de la triangulation chère à Tony Blair. Que le Labour Party soit en passe d'en finir avec le blairisme devrait l'interroger. Ce n'est visiblement pas le cas.

Tout entier tourné vers l'ancrage des fameuses "classes moyennes" dans le giron d'une gauche largement désidéologisée, Manuel Valls renonce à réintégrer dans la construction politique ces millions de citoyens qui ont choisi durablement le camp de l'abstention. L'essentiel de son discours, et de sa pratique, vise au maintien du statu quo actuel, nourri de désespérance sociale et de résignation politique. Et face à Nicolas Sarkozy créant "Les Républicains", Manuel Valls se voit bien en futur chef d'un parti nommé "Les Démocrates". Pour cela, faut-il encore éliminer le Parti socialiste. C'est ce qu'il tente de faire en ressuscitant un « front républicain » près d'un mois et demi avant l'échéance.



[regards.fr](http://regards.fr)

LAPRESSEENREVUE.EU

### III) Mélenchon assure qu'il y a une tradition «plutôt Hitler que le Front populaire»

Invité dimanche au «Grand jury», Jean-Luc Mélenchon a de nouveau évoqué la place du Front national en France. «*Notre travail n'a jamais été facile. Cela a toujours été très dur pour nous. Surtout quand vous vous arc-boutez tous*», a-t-il d'abord lancé. «Je vous l'ai déjà dit, ça fait trois ans que vous me diabolisez, que je suis traité de tous les noms et elle, vous la dédiabolisez sans cesse. Parce que, comme certains de vos ancêtres, pas vous, naturellement je vous mets de côté, il y a en France une tradition *«plutôt Hitler que le Front Populaire»*. Et je ne l'oublierai jamais, que ceux qui nous écoutent ne l'oublient pas.»

<http://dai.ly/x3c17ma>



### IV) Régionales : dans le Sud-Ouest, l'union de la gauche écologiste pourrait battre le PS

Barnabé Binctin (Reporterre)

Un rassemblement politique réunit en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées six formations politiques pour les élections régionales de décembre.

À leur tête, l'écologiste Gérard Onesta. Promettant une autre pratique de la politique, cette liste plurielle se place dans le sillage des victoires aux municipales d'Éric Piolle à Grenoble et d'Ada Colau à Barcelone, devant le PS.



## Toulouse, reportage

« Je n'aurais jamais été candidat sur une liste uniquement EELV ou Front de gauche », assure Serge Regourd. C'est le rassemblement de ces deux formations politiques, en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, qui l'a convaincu. À un mois des élections régionales, l'ancien doyen de la faculté de droit et de sciences politiques de Toulouse a même accepté de mener cette liste plurielle, intitulée « Nouveau monde », dans le Tarn-et-Garonne. « Le département où le FN est le plus fort », précise celui qui ne revendique aucune appartenance politique ni syndicale. « Le rassemblement est la condition de l'alternative, le seul truc en lequel je peux encore croire. Sinon, c'est le désespoir politique. »

Une sinistrose contre laquelle veut lutter ce rassemblement « inédit », selon sa tête de liste, Gérard Onesta. Le candidat, estampillé EELV, conduit une liste unissant pas moins de cinq partis politiques aux côtés des Verts : le parti régionaliste occitan (Parti occitan), la Nouvelle Gauche socialiste – parti nouvellement fondé par l'ancien député européen et frondeur socialiste Liem Hoang Ngoc – mais surtout le Front de gauche, au complet. Avec PACA, Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées est la seule région de France où les écologistes sont unis avec le Parti

de gauche, le Parti communiste et Ensemble !



Gérard Onesta, tête de liste

Mais n'allez pas parler de « ralliements » à Gérard Onesta : « Le mot est faux, personne n'a fait allégeance. On est égaux, on partage le projet. On parle de partenariat, pas d'ouverture : cela sous-entendrait

qu'il y en a un qui tient la clé pour fermer. » Un partenariat qui fait justement grincer plus d'une dent du côté socialiste : « C'est une alliance contre-nature », soutient Laurent Méric, élu local et membre actif dans la campagne de Carole Delga, l'ancienne secrétaire d'État au Commerce et à l'Artisanat, qui mène la liste PS.

Un autre notable socialiste dénigre le « fantasme Onesta » : « Il n'y a aucun élément de convergence entre tous ces partis, si ce n'est celui

de virer le PS. Ce sera leur seul slogan de campagne. Mais historiquement, on est en territoire radical-socialiste, on ne gagne pas en faisant campagne à l'extrême-gauche. » Pourtant, Gérard Onesta invoque d'autres héritages. « C'est un terre cathare, de révolte. C'est une terre de Larzac, pour "un autre monde possible". C'est une terre de Sivens. »

### **Les deux difficultés : le nucléaire et le projet de LGV Sud-Ouest**

Et pour cause. Le Testet a joué un rôle clé dans l'impulsion de cette dynamique politique. « Dès notre appel à moratoire d'octobre 2013, EELV, le Parti de gauche et le Parti communiste ont été des soutiens indéfectibles, de toutes les manifestations, en signature de chacun des communiqués », témoigne Ben Lefetey, le porte-parole du collectif du Testet. La lutte crée alors les conditions du travail commun, comme une première expérimentation de l'unité possible. « Il n'y avait pas d'enjeu fondamental de pouvoir et on veillait à les mettre strictement sur un pied d'égalité », poursuit M. Lefetey qui s'est, depuis, engagé à leur côté. Non comme candidat, mais comme coordinateur de la campagne dans le Tarn : « Cela fait quinze ans que je suis dans le contre-pouvoir. Mais pour mener une vraie politique de transition, il faut aussi changer les gens au pouvoir et être élu. En cela, l'action des partis politiques est légitime et importante. »

Suffit-il cependant de lutter ensemble pour porter un projet commun ? « Communistes et écologistes ne partagent rien sur les dossiers de fond, ce serait une majorité impossible à gouverner », insiste Laurent Méric, en référence directe aux deux principales dissensions : le nucléaire et le projet de LGV Sud-Ouest. Ces derniers mois pourtant, des responsables politiques des différentes formations ont signé des tribunes communes pour dénoncer l'absurdité de l'investissement public dans ce projet d'infrastructure ferroviaire et pour porter un projet alternatif de restructuration de l'usine Areva-Malvési de traitement de l'uranium.

### **« Un emploi utile et responsable, non-précaire et non-délocalisable »**

« Là où il a été impossible de s'entendre avec les communistes sur des sujets comme Roybon ou le Lyon-Turin en Rhône-Alpes-Auvergne, la construction des échanges dans le Sud-Ouest a permis de lever tous les verrous pour un véritable accord écologiste », analyse Julien Bayou, porte-

parole national d'EELV. Presque tous, car la fédération Haute-Garonne du Parti communiste – la plus importante de la région – ferait encore sécession. Mais le soutien officiel du PCF est désormais acquis, Marie-Pierre Vieu, porte-parole du parti dans la campagne, ayant joué un rôle important dans le rassemblement des troupes tandis que Martine Pérez, conseillère régionale communiste sortante en Aveyron, confiait son optimisme (à écouter ici).

Sur quelle base ont été trouvés ces accords ? « Sur l'emploi, explique Gérard Onesta. Pas n'importe lequel, mais un emploi utile et responsable, non-précaire et non-délocalisable. Ainsi redéfini, l'emploi réinvente l'agriculture, l'énergie ou le transport et dessine un nouveau paradigme. Voilà comment on se met d'accord sur un projet foncièrement écologiste sans jamais dire que nous le sommes. » Trouver les bons angles pour regarder les objets de débat autrement : selon Patric Roux, ancien directeur de l'Estivada (un festival inter-régional des cultures occitanes) et secrétaire fédéral du Partit occitan, c'est la méthode qui fait consensus, comme dans la lutte autour de l'usine de Malvési : « Il ne s'agissait plus de lutter ou non contre le nucléaire, mais d'extraire des emplois de la pression du néolibéralisme qui domine ce secteur, explique la tête de liste dans l'Aude. Là-dessus, tout le monde était d'accord. »



Patric Roux, secrétaire fédéral du Partit occitan.

Un projet trop à « contre-emploi », justement ? Gérard Onesta l'assure, « le projet écologiste est totalement respecté, nous n'avons rien retranché ». L'emploi ancre le projet écologiste dans le concret : « C'est la vraie préoccupation des gens, la première des dignités qui ouvre la porte à de la santé, du logement, de l'éducation... » Il traverse ainsi les autres thèmes de campagne, parmi lesquels les lycées, premier poste

d'investissement du Conseil régional Midi-Pyrénées avec 2 milliards d'euros prévus entre 2001 et 2019. « Un symbole de la défense d'un idéal de service public », estime Myriam Martin, porte-parole d'Ensemble !

### « Une véritable aspiration à faire de la politique autrement »

Autre compétence majeure des conseils régionaux : les transports. « On veut montrer qu'on peut faire autrement en privilégiant la rénovation des lignes inter-régionales, avance Liem Hoang Ngoc. La LGV représente une logique de métropolisation poussée jusqu'au bout. » L'idée de solidarité entre les territoires, c'est la raison de l'engagement de Judith Carmona : « Il y a un vrai souci de la ruralité et de sa place dans le développement de la région, un souci qui se ressent dans la composition des listes. » Éleveuse dans les Pyrénées-Orientales, elle a dû se mettre en congés de ses fonctions nationales auprès de la Confédération paysanne pour s'engager comme porte-parole « citoyenne » dans la campagne. Afin de défendre, par d'autres voies, son modèle d'agriculture, dit-elle.

Comme elle, Pascal Dessaint se lance pour la première fois dans des élections. « On ne peut pas toujours être dans la contestation sans prendre de dispositions par rapport à la vie réelle. C'est la limite de la posture face aux menaces qui pèsent », justifie l'écrivain, réputé pour ses polars mêlant nature et critique sociale. Il raconte avec enthousiasme le premier meeting de campagne et les 2.000 personnes devant lesquelles il a lu sa profession de foi : « C'est excitant, il y a une véritable aspiration à faire de la politique autrement. »



L'écrivain Pascal Dessaint.

D'autres, telles Marie-France Barthet, la

présidente de l'Université fédérale de Toulouse ou Anne-Marie Faucon, cofondatrice des cinémas Utopia, ont suivi la promesse d'une autre pratique de la politique, promesse incarnée par la proposition de Charte éthique à destination des élus et ses 43 articles fixant des règles de transparence ou de non-cumul des mandats.

### « Se rassembler, non se ressembler »

Ce « citoyennisme » fait la fierté de la liste et se revendique l'héritage direct de Grenoble, où Éric Piolle avait emporté la mairie en mars 2014 sur la dynamique d'un mouvement similaire. La volonté de poursuivre ce laboratoire politique à plus grande échelle place la future troisième plus grande région de France (5,7 millions d'habitants) en possible jonction – pas seulement géographique – de Grenoble et de Barcelone.

Car de la cité catalane est né le « projet en commun » – l'intitulé étant directement inspiré du « Barcelona en Comú » qui a porté Ada Colau à la tête de la mairie au mois de mai. Sur cette plateforme publique, 4.000 contributions (consultables ici) ont été déposées de juin à août, à partir desquelles se sont construits les thèmes de campagne. La clef du succès pour Gérard Onesta : « Le juge de paix, c'est le projet, pas les tambouilles de parti. C'était un vrai défi : nous, formations politiques, étions-nous encore capables de pondérer ce qui fait combat commun chez les citoyens plutôt que ce qui fait différence entre nous ? »

Il en a tiré son slogan : *Se rassembler, non se ressembler.*

Source : Barnabé Binctin pour Reporterre

Dessin : Nessuno

Photos :

. Onesta : © Nicolas Berger/Reporterre

. Dessaint et Roux : © Barnabé Binctin/Reporterre

reporterre.net



LAPRESSEENREVUE.EU

Hollande sur la visite de Sarkozy à Moscou :  
"Espérons qu'il ne s'est pas fait payer pour  
ça"



© LIONEL BONAVENTURE / AFP



Cyril Morin  
Cyril.MORIN@Europe1.fr

**COMBIEN ÇA COÛTE ?** - La visite de Nicolas Sarkozy à Moscou n'a pas eu l'air de perturber plus que cela François Hollande puisqu'il a tenté de défendre l'entrevue Poutine-Sarkozy avant finalement de la critiquer à demi-mots.

En réalité, François Hollande n'aurait pas réellement apprécié cette visite de l'ancien chef de l'État.

Cité par le Canard Enchaîné du 4 novembre, le président de la République, face à des proches, explique d'abord :

Je savais bien qu'il irait un jour ou l'autre à Moscou, et **c'est son droit de vouloir se faire mousser**. Mais de là à se livrer à une opération de communication en faveur de Poutine... Certes, il a soutenu les positions de la France sur la Syrie, mais il les a critiquées sur l'Ukraine.

Et François Hollande de conclure sur une boutade :

« *Espérons qu'il ne s'est pas fait payer pour ça.* »

[lelab.europe1.fr](http://lelab.europe1.fr)

## V) Non, Sarkozy n'a pas tenu toutes ses promesses de campagne en 2007

Par Cédric Mathiot



Nicolas Sarkozy, mardi, au siège de son parti. Photo Matthieu Alexandre. AFP

**L'ancien président de la République a affirmé ce mercredi sur RTL n'avoir oublié aucun de ses engagements de campagne. Il faut lui rafraîchir la mémoire.**

**INTOX.** C'est le petit défi du matin. Sur RTL, Nicolas Sarkozy a pris un air outragé et a déclaré : «Citez moi une seule promesse de 2007 que je n'ai pas tenue !» Chiche.

**DESINTOX.** Il suffit de se plonger dans son programme de l'époque.

### Nicolas Sarkozy 2007

*De Xavier (Auteur)*

*Publié par Liberation.fr*

1. Mettre fin à l'impuissance publique 2. Une démocratie irréprochable 3. Vaincre le chômage 4. Réhabiliter le travail 5. Augmenter le pouvoir d'achat 6. L'Europe doit protéger dans la mondialisation 7. Répondre à l'urgence du développement durable 8. Permettre à tous les Français d'être propriétaires de leur logement 9. Transmettre les repères de l'autorité, du respect et du mérite 10. Une école qui garantit la réussite de tous les élèves 11. Mettre l'enseignement supérieur et la recherche au niveau des meilleurs mondiaux 12. Sortir les quartiers difficiles de l'engrenage de la violence et de la relégation 13. Maîtriser l'immigration 14. De grandes politiques de solidarité, fraternelles et responsables 15. Fiers d'être français page 4 page 5 page 6 page 7 page 8 page 9 page 10 page 10 page 11 page 12 page 13 page 13 page 14 page 14 page 15 s,

Depuis vingt-cinq ans, nous vivons dans la résignation. D'année en année, on vous répète que contre le chômage, l'exclusion, les injustices, l'échec scolaire, et maintenant contre la précarité, les délocalisations, la pollution on ne peut rien. On vous explique que la politique ne peut plus agir parce que l'Europe agit à sa place. On vous fait croire que l'État ne peut plus intervenir parce que la mondialisation a anéanti le pouvoir des États.

### Et voilà une petite revue (non exhaustive) des promesses oubliées du quinquennat Sarkozy.

- «Mon gouvernement sera limité à 15 ministres.» (p.5)



- «Je ferai en sorte que les titulaires d'un minimum social aient une activité d'intérêt général, afin d'inciter chacun à prendre un emploi plutôt qu'à vivre avec l'assistanat.» (p. 7)

- «Nous créerons un contrat de travail unique.» (p. 8)

- «Un statut de beaux-parents valable pour les familles recomposées et homoparentales.» (p.11)

- «Je veux, en revanche, reconnaître la sincérité de l'amour homosexuel, en créant une union civile donnant les mêmes droits aux couples de même sexe qu'aux couples mariés.» (p.11)

- «J'allouerai des allocations familiales dès le premier enfant.» (p.11)

- «Je suis pour que les élèves se lèvent quand les professeurs entrent dans les classes. Je souhaite que l'école devienne un lieu sans violence, sans portable, sans casquette, sans cigarette» (p.11).

- «Je créerai un service civique obligatoire de six mois.» (p.12)

- «J'instaurerai des plafonds annuels d'immigration.» (p.14)

- «Je créerai une cinquième branche de la protection sociale pour consacrer suffisamment de moyens à la perte d'autonomie.» (pp.14-15)

## VI) Code du travail : la gauche fait sa révolution



Par Denis Demonpion

**Non, tout n'a pas été essayé pour lutter contre le chômage. Une partie de la gauche s'est convertie à la réforme du marché du travail. Récit.**



Illustration du Code du Travail. (FRED TANNEAU / AFP)

Feu sur le Code du Travail ! On aurait pu s'attendre à ce que l'assaut vienne de la droite, et plus précisément des nombreux économistes libéraux qui réclament de longue date un "assouplissement" du marché du travail... Or c'est depuis les rangs de la gauche qu'ont été tirées les premières rafales ! Et voilà que François Hollande annonce un projet de loi dans les six mois. Son ampleur reste à préciser. Il n'empêche que voir un gouvernement de gauche s'atteler à cette tâche a de quoi surprendre. Un défi qui solde la révolution culturelle, et sociale, qui secoue la gauche au pouvoir depuis 2012.

Après les allègements de charges massifs accordés par le pacte de responsabilité et les dérégulations portées par la loi Macron, voilà donc que le gouvernement Valls ose s'attaquer à un tabou de plus : le Code du Travail. Les premiers à faire "feu" ont été deux personnalités éminentes de la gauche, Robert Badinter et Antoine Lyon-Caen.

C'était bien avant que le Premier ministre, Manuel Valls, confie au président de la section sociale du Conseil d'Etat, Jean-Denis Combexelle, qui fut le directeur du travail de cinq ministres successifs, le soin de réfléchir à une réforme à même de donner plus de latitude aux entreprises pour conclure des accords avec les

salariés et leurs représentants. Ses 44 propositions, rendues publiques la semaine dernière, affichent l'objectif de relancer la machine économique pour tenter de juguler un chômage endémique. Elles illustrent déjà un vrai changement de paradigme à gauche.

### Du remous à gauche

Jusqu'ici, le Code du Travail y était considéré comme un véritable texte sacré que nul n'était censé remettre en question. La mutation en cours n'est pas sans rappeler celle imposée à la gauche allemande par le chancelier Gerhard Schröder et son conseiller Peter Hartz, tandem à l'initiative d'une vague de réformes du marché du travail en 2003.

Elle provoque de sérieux remous au sein d'une gauche déjà fragmentée. Au sein du PS, les frondeurs fourbissent leurs armes, tandis que le Parti de Gauche et les communistes accusent déjà le gouvernement de s'être converti à l'ultralibéralisme d'un Ronald Reagan et d'une Margaret Thatcher, dont la politique de dérégulation avait mis à mal les syndicats au début des années 1980.

Pour comprendre les prémices de ce nouveau tremblement de terre, il faut remonter un an tout juste en arrière, lorsqu'en septembre 2014 Robert Badinter, 87 ans, figure morale de la gauche pour avoir défendu à l'Assemblée nationale l'abolition de la peine de mort, convie à déjeuner une vieille connaissance, Antoine Lyon-Caen.

### De 600 articles à 10.000 en 40 ans

Professeur de droit du travail et directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences sociales (EHESS), il est de vingt ans son cadet. Il a fait ses premières armes dans le cabinet d'avocats que son aîné partageait alors avec Jean-Denis Bredin, avant d'exercer comme professeur d'université. Puis en 1981, quand Robert Badinter devient ministre de la Justice de François Mitterrand, il est chargé de mission, pour, entre autres, rédiger les textes de loi.

Au cours des agapes, la conversation roule sur les causes du chômage de masse structurel, la difficulté pour les entreprises à embaucher, le "désarroi" de leurs dirigeants et surtout celui des Français, qui se retrouvent, par la force des choses, "assistés", explique Antoine Lyon-Caen. En partie à cause d'un Code du Travail passé de 600 articles à 10.000 en 40 ans, au point d'en être

devenu inintelligible, même pour les spécialistes.

Il ne mérite pas "un autodafé", écrivent les coauteurs. Mais Antoine Lyon-Caen le reconnaît :

*Dans nos échanges, nous avons eu des mots durs sur son obésité."*

Constatant "l'inertie de la pensée sur la législation du travail", le duo décide de se revoir sur le thème : "Que faire et sous quelle forme ?". Tous les quinze jours, les deux hommes se retrouvent dans l'appartement de l'ancien ministre, qui donne sur le jardin du Luxembourg, à Paris, pour des séances de travail sur les moyens de "redonner confiance en la loi et d'en retrouver l'axiologie".



Antoine Lyon-Caen et Robert Badinter. (Drai / Neco / SIPA - Bertrand Guay / AFP)

La rédaction d'un petit livre, "le Travail et la Loi", leur prend cinq mois. Une fois leurs travaux avancés, ils prennent rendez-vous avec les partenaires sociaux. Au Medef, Pierre Gattaz les reçoit en mars dans sa salle à manger ouvrant sur la tour Eiffel. Le président de l'organisation patronale, évidemment enthousiaste face à cette initiative, se souvient :

*Ils ont fait le constat que le chômage est insupportable, celui des jeunes encore plus, et qu'un Code du Travail incompréhensible n'était bon pour personne."*

L'accueil par les représentants des syndicats de salariés, lui, oscille davantage entre le "très poli" - par égard pour ses auteurs - et le "vivement intéressé". Convaincu que l'opuscule peut rencontrer un certain écho au sommet de l'État, Robert Badinter en touche un mot à Manuel Valls et à François Rebsamen, alors ministre socialiste du Travail, dont il fut le collègue sur les bancs du Sénat.

### Une législation trop rigide à l'embauche

Le Tout-Paris des think tanks et des experts s'empare à son tour du sujet. Des rapporteurs travaillent pour Terra Nova, la boîte à idées de la gauche réformiste, comme pour l'Institut Montaigne, fer de lance libéral, dont le président n'est autre qu'Henri de Castries, PDG de la compagnie d'assurances Axa. Et le gouvernement missionne Jean-Denis Combrexelle le 1er avril.

Dernière salve en date, venue, encore une fois, des rangs de la gauche, le rapport traitant "des transformations du travail à l'ère du numérique" remis le 15 septembre à la ministre du Travail, Myriam El Khomri.

Un travail signé Bruno Mettling, DRH d'Orange et ancien conseiller de Dominique Strauss-Kahn à Bercy, qui préconise la remise en question de toutes les rigidités du marché du travail pour l'adapter à la révolution du numérique.

Partant d'horizons très divers, les experts finissent par converger. Antoine Lyon-Caen, par exemple, se retrouve ainsi tout naturellement parmi les 16 membres de la commission Combrexelle. Il leur expose bientôt la teneur de l'ouvrage circonscrit aux principes fondamentaux du droit du travail et à la manière dont ceux-ci doivent s'articuler avec le contrat de travail, qui en constitue le "cœur".

Quant à l'avocat Jacques Barthélémy, 81 ans, qui pilote le travail de Terra Nova avec l'économiste Gilbert Cette, il a poussé des associés de son cabinet, une référence en droit social, dans tous les groupes de réflexion.

Certes, personne ne dit explicitement que le Code du Travail est bon à jeter aux orties. Mais le rapport signé par Jacques Barthélémy et Gilbert Cette, "Réformer le droit du travail", prône clairement le contournement d'une législation jugée aujourd'hui trop rigide à l'embauche. Gilbert Cette l'affirme :

***L'accord collectif d'entreprises doit prévaloir sur la loi. Il faut donner plus de flexibilité, en ne réduisant pas le code de protection des salariés. »***

### **Plus de souplesse pour les entreprises**

Le droit du travail actuel a été créé pour la "civilisation de l'usine" ; à l'heure des start-up et du numérique - la "civilisation du savoir" - il est "obsolète et inadapté", renchérit Jacques Barthélémy. D'où leur plaidoyer pour un droit social plus contractuel et moins réglementaire.

La loi se contenterait de fixer le cadre légal et les grands principes, laissant aux différents secteurs d'activité le soin de conclure des accords de branche et aux entreprises de négocier ce qui est bon ou pas pour la marche de l'entreprise.

L'implication de Gilbert Cette est significative de l'évolution de tout un pan de la gauche. Professeur d'économie associé à l'université d'Aix-Marseille, ce spécialiste de 59 ans bourlingue dans les cercles socialistes depuis une quarantaine d'années. CFDTiste encarté, il était le conseiller technique de Martine Aubry au ministère de l'Emploi et de la Solidarité (1998-2000), lors de la préparation de la loi sur les 35 heures, laquelle postulait que le partage du travail se traduirait par une baisse du chômage. Quinze ans après, il en est revenu, même s'il soutient que la "dimension fondamentale" de ce texte aujourd'hui décrié, y compris par le Premier ministre, est d'avoir introduit l'accord collectif dans les négociations salariales.

Plus récemment, il a fait partie du groupe d'économistes et d'universitaires de "la Rotonde", du nom de la brasserie du quartier de Montparnasse à Paris, qui a inspiré François Hollande pendant la campagne présidentielle. Avec Jacques Barthélémy, qui s'est fait une spécialité du conseil aux entreprises - "Pas aux PDG", souligne le patriarche -, ils préconisent de s'attaquer au smic ! Et prônent carrément des dérogations au salaire minimum, en particulier à travers sa régionalisation.

### **Tout pour plaire au Medef**

Reprochant au salaire minimum, décrété au niveau national, de "vider une partie du champ potentiel de négociation collective" de branche et d'entreprise, ils déplorent qu'il soit "le même sur tout le territoire, alors que les prix sont très différents d'une région à l'autre". Les auteurs constatent même que dans les pays (Pays-Bas, Royaume-Uni) qui ont "fait le choix d'un salaire minimum plus faible pour les jeunes", le taux d'emploi de cette catégorie de la population est "nettement plus élevé" qu'en France.

Le retour du smic-jeunes 21 ans après la tentative avortée d'Edouard Balladur, qui avait fini par reculer devant des manifestations massives... Voilà un discours qui a tout pour plaire au Medef. En conclusion, ils suggèrent de "rendre possible la dérogation au smic, mais seulement par concertation de branche étendue", et estiment

"souhaitable" qu'à court terme il soit gelé au moins partiellement. Jacques Barthélémy ajoute :

*Quel que soit le sort réservé à notre rapport, ajoute Jacques Barthélémy, ça fait évoluer la pensée."*

Et ça fait frémir les partis de gauche... Lors de sa conférence de presse du 7 septembre, François Hollande a d'ailleurs prévenu qu'il ne toucherait ni à la durée du travail, ni au smic. En tout cas, pas frontalement. Mais la généralisation d'accords collectifs dans les branches et les entreprises pourrait permettre une plus grande souplesse de la politique salariale comme de l'embauche.

A 18 mois de l'élection présidentielle, cet élan réformiste laisse sceptique Jean-Olivier Hairault, 51 ans, chercheur associé au Centre pour la Recherche économique et auteur d'un livre iconoclaste, "Ce modèle social que le monde ne nous envie plus". Ancien conseiller de Pierre Moscovici au ministère de l'Economie, favorable à une libération des "petits boulots", inspirée de l'Allemagne, il est bien placé pour savoir que les forces de résistance à la réforme sont puissantes. La faute à qui si le Code du Travail a atteint une telle complexité ? Au législateur bien sûr.

Jacques Barthélémy ne manque pas de rappeler qu'au siècle des Lumières Montesquieu soutenait que "le signe le plus avéré de la décadence d'une société est la prolifération des lois".

Denis Demonpion

nouvelobs.com

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**